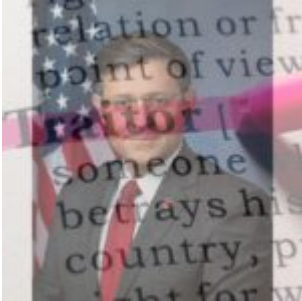


Le Porte-parole de la Maison Blanche Michael Johnson : juste un autre traître néoconservateur



Bulletin du pasteur Chuck Baldwin

25 avril 2024

En pratique, Nikky Haley et Lindsey Graham seraient Porte-parole de la Maison Blanche qu'on ne verrait pas la différence. Michael Johnson s'est rapidement transformé en guerroyeur de pacotille et en compère de gros gouvernement à police d'état, comme à peu près tous les Porte-parole de la Maison Blanche avant lui - en tout cas, de mémoire moderne.

Avant de se caller dans la chaise du Porte-parole, Johnson avait la réputation d'être pour la paix, d'être un conservateur fiscal, voulant sécuriser les frontières américaines et stopper les dépenses déficitaires hors-contrôle de Washington. Ce Michael Johnson-là n'existe plus ! Le nouveau Michael Johnson est une pathétique petite fouine misérable et peureuse à la colonne vertébrale faite en gélatine.

Voyez d'abord comment Johnson a trahi son serment envers la Constitution en effectuant le vote décisif pour faire adopter la Loi FISA avec la Section 702 demeurée intacte. C'est la loi pour *laisser-le-gouvernement-vous-espionner-et-faire-illégalement-une-descente-dans-votre-foyer-sans-mandat*. Et, encore une fois, Johnson vota pour le faire adopter. Ce faisant, Johnson a rejoint la coalition de l'État Profond qui comprend des traîtres comme Nancy Pelosi et Adam Schiff.

De Paul Craig Roberts :

Le Porte-parole républicain de la Maison Blanche fait passer la Constitution américaine dans les toilettes

Comme je l'avais prédit le 11 avril, l'état policier a poussé les Républicains à reconsidérer et à faire adopter leur espionnage et leur entrée dans les foyers sans mandat. Le Porte-parole républicain à la Maison Blanche Mike Johnson a rendu le vote décisif qui met le veto sur l'exigence d'un mandat.

Cela nous dit tout ce qu'il faut savoir sur les Républicains. Ils font partie du problème.

Edward Snowden rapporte que la situation est encore plus sérieuse que je le pensais. Une section du projet de loi FISA est élargie pour que l'on exige des compagnies et des personnes qui fournissent un service relié à Internet qu'ils aident à la surveillance de la NSA.

« Ce projet de loi représente une des expansions les plus dramatiques et terrifiantes de l'autorité de la surveillance gouvernementale dans toute l'histoire. »

Deuxièmement, Mike Shedlock délimite parfaitement l'adoption de Michael Johnson d'une aide de 95 milliards de dollars à l'Ukraine et à Israël :

Mike Johnson devient pleinement néoconservateur, Nikky Haley pourrait tout aussi bien être Porte-parole

Dans un discours que Nikky Haley aurait endossé à 100 %, le Porte-parole Mike Johnson supplie la Chambre d'approuver davantage d'aide à l'Ukraine et à Israël, à hauteur de 95 milliards \$ au total.

Le *Wall Street Journal* rapporte que Mike Johnson s'opposait à l'aide. Puis, il a risqué son poste pour elle.

« Je crois vraiment à l'info et aux briefings que nous avons eus, » dit Johnson. « Je crois que Xi [Jinping] et Vladimir Poutine et l'Iran sont un axe du mal », en avertissant que la Russie pourrait marcher vers l'ouest à travers l'Europe si on ne

l'arrête pas maintenant. « *Pour le dire sans ménagements, je préfère envoyer des balles en Ukraine que des jeunes Américains.* »

C'est une fausse dichotomie.

On ne doit pas faire un choix entre envoyer des balles ou des hommes en Ukraine. On peut facilement faire les deux ou aucun des deux.

Envoyer des balles ne dissipe pas d'autres stupidités comme d'envoyer des soldats.

Dave Stockman, ancien directeur du budget de Ronald Reagan, a fustigé Mike Johnson pour son discours :

Voilà pourquoi le Porte-parole Johnson doit s'en aller. Sa déclaration est arrosée de paranoïa néoconservatrice, de stupidité, de mensonges et de fausses excuses pour faire la guerre. Poutine n'a aucun intérêt à molester les Polonais, sans parler de prendre d'assaut la Porte du Brandebourg à Berlin. Et la Russie a un produit intérieur brut de 2,2 trillions \$ *versus* les 45 trillions \$ de l'OTAN.

Les 50 trillions \$ criblés de dettes à la Ponzi de la Chine s'écrouleraient en quelques mois si son flot de 3,5 trillions \$ de bénéfices d'exportation était perturbé par une tentative d'atterrissage d'un seul de ses cargos aériens modernes sur la côte californienne. Et l'Iran n'a pas de tête nucléaire, pas de missile à portée intercontinentale et un produit intérieur brut qui équivaut à 130 heures de production annuelle américaine.

Tout un Axe du mal !

Quand les Républicains de la Chambre ont chassé Kevin McCarthy pour Michael Johnson, j'ai prédit avec confiance que Johnson ne ferait pas mieux et pourrait même être bien pire.

Les résultats sont maintenant là. Johnson s'avère bien pire. Pour avoir des ententes, Johnson est allé jusqu'à étendre les Crédits de Taxe pour Enfants.

Même Nikky Haley n'aurait pas fait cela.

La majorité des Républicains ont voté contre l'aide de 95 milliards \$, ce qui veut dire

que Johnson s'est rangé du côté des Démocrates pour faire adopter le projet de loi.

Et, en ce qui a trait à Israël se faisant passer pour la pauvre victime innocente et l'Iran comme le gros méchant loup agresseur, Tom Brown nous fournit une perspective dont nous avons grand besoin :

Robert Inlakeshl rappelle au lecteur comment Israël a agi dans le passé.

L'attaque de représailles de l'Iran contre Israël fut illustrée en occident comme étant une tentative irresponsable de mettre l'étincelle à une guerre régionale majeure, mais en réalité, Israël attaque l'Iran depuis des décennies.

Comme c'est habituellement le cas des guerres soutenues par l'Occident, la chronologie des médias corporatifs commence au moment qui convient à leur narratif. Nous l'avons vu récemment dans la tentative de dérober à la guerre de Gaza tous les contextes précédant le 7 octobre 2023. De même, quant au conflit entre Israël et l'Iran, tous les deux ont été entraînés dans ce qu'on peut appeler une « guerre de l'ombre » dont les détails sont plutôt choquants.

Pendant que l'attention des médias internationaux était rivée sur les frappes de représailles de l'Iran contre Israël, se concentrant principalement sur les quelque 300 drones et missiles employés dans l'attaque, aucun traitement majeur ne fut accordé à la frappe d'Israël du 1^{er} avril contre le segment consulaire de l'ambassade de l'Iran à Damas, en Syrie, qui tua une douzaine de personnes, incluant sept fonctionnaires iraniens du Corps de Garde Révolutionnaire Islamique (CGRI). Dans cet acte d'agression sans précédent en sol iranien, en brisant des normes diplomatiques internationales, les Israéliens furent protégés par le gouvernement américain au Conseil de Sécurité des Nations Unies, bloquant toute condamnation pour cet acte.

Malgré l'admission du Secrétaire Britannique à l'Étranger, David Cameron, disant que si l'ambassade britannique était attaquée de manière similaire, eux aussi useraient de représailles, l'argument double-standard voulant que l'Iran ne devrait pas réagir continue de dominer les ondes.

Toutefois, « la guerre de l'ombre » Israël-Iran n'a pas commencé avec les récents

événements. Israël exécute des assassinats brutaux de scientifiques civils en sol iranien depuis 2020, tout en exécutant des actes d'espionnage qui mettent en danger des civils innocents dans le pays.

Déjà depuis les années 2010, 2011 et 2012, les agents du Mossad israélien implantent des virus destinés à causer des défaillances dans les usines de pétrole et de pouvoir nucléaire de l'Iran. Une autre sorte d'action provocatrice est arrivée en 2018, quand on rapporta qu'une équipe du Mossad israélien avait fait irruption dans une installation d'archives à Téhéran, volant des documents qui se rattachent au programme de pouvoir nucléaire.

En 2020, le New York Times et le Washington Post rapportèrent qu'Israël avait posé des bombes à l'intérieur de l'installation nucléaire de Natanz, en Iran, ce qui faillit causer une catastrophe environnementale et humanitaire. Plus tard cette année-là, le Mossad israélien assassina le scientifique nucléaire dirigeant de l'Iran, Mohsen Fakhrizadeh, à Téhéran. Puis, en avril 2021, une autre explosion survint à l'usine de Natanz qui, selon un reportage du New York Times, était le fait d'Israël.

Les Israéliens ont également entraîné des membres du groupe terroriste MEK pour exécuter des attaques sur des cibles civiles en Iran. La liste des cellules liées au Mossad et qui ont été arrêtées par les autorités iraniennes ou qui ont exécuté des actes d'espionnage et de sabotage est simplement trop longue pour être énumérée ici. Au début de l'an dernier, des fonctionnaires américains ont même dit à Reuters qu'une attaque suicide de drone visant une usine de la ville de Isfahan était une attaque israélienne.

Plus récemment, à la fin de décembre, Israël a lancé des frappes aériennes sur Damas et a assassiné un fonctionnaire de l'URGC, Seyed Razi Mousavi. Et en janvier, Israël a lancé des frappes aériennes sur Damas, tuant cinq membres du personnel militaire iranien et des citoyens syriens. Ensuite, au début de février, Israël a été accusé d'avoir fait sauter un pipeline de gaz en Iran.

Aucune de ces actions, qui susciteraient probablement une réaction de la part des autres pays, poussèrent l'Iran à lancer une frappe directe sur Israël.

En plus de tout cela, Israël a été le premier au monde à applaudir les sanctions

écrasantes de l'Occident qui ont eu un impact significatif sur la population civile d'Iran, particulièrement l'accès à l'approvisionnement médical salvateur. L'AIPAC, le puissant groupe lobbyiste israélien aux États-Unis, a travaillé fort pour empêcher la passation du Traité Nucléaire d'Iran en 2015, pour pousser ensuite l'administration Trump à se retirer unilatéralement avant de faire pression sur l'administration Biden pour qu'elle se retienne de raviver le traité bien que cela avait été une promesse de campagne électorale. Israël a même joué un rôle dans l'assassinat par l'administration Trump du général dirigeant de l'Iran dont la tâche était de battre l'ISIS, Qassem Soleimani.

Pourtant, malgré le long historique d'attaques documentées contre l'Iran et environ 30 ans de fausses prédictions à savoir que l'Iran était supposé développer une arme nucléaire, ce qui fut les prémices aux sanctions occidentales, les médias corporatifs essaient encore de vendre au public le mensonge qu'Israël est une victime innocente et qu'il n'y avait pas de justification pour l'Iran d'entreprendre des représailles.

Et avant de terminer cet article, le *Newsweek* fait une analyse intéressante à savoir **pourquoi** Johnson est devenu du jour au lendemain le néoconservateur faucon-guerrier qu'il est maintenant. Il y a un paragraphe dans ce rapport que je trouve extrêmement instructif :

Le Porte-parole a aussi rencontré des Ukrainiens à Washington, D.C. **Des conversations avec des évangéliques ont particulièrement « ému » le Porte-parole** - qui est profondément religieux - selon Melinda Haring du groupe de réflexion du Conseil Atlantique. [Emphase ajoutée]

Dans le rapport, l'on nomme un évangélique ukrainien éminent, mais ce qui n'est pas rapporté dans l'article de *Newsweek*, c'est le notoire faucon-guerrier « chrétien » et pasteur extrémiste sioniste John Hagee qui a aussi fait la ronde sur la Colline du Capitole afin de faire pression pour qu'on débloque plus d'argent pour les guerres en Ukraine et en Israël - spécialement Israël.

Il n'y a absolument aucun doute dans mon esprit que Johnson a aussi été grandement influencé par Hagee.

Évidemment, Hagee représente ce qu'il y a de pire dans le sionisme chrétien. Mais

Johnson étant lui-même un évangélique tranché, il est presque certain qu'il partage les convictions sionistes chrétiennes de Hagee.

Ces prêcheurs et politiciens sionistes chrétiens poussent le monde vers une Troisième Guerre Mondiale par leurs doctrines prophétiques indéniablement fausses. Incluez Michael Johnson à la liste.

En passant, j'invite tous mes lecteurs à regarder cette courte vidéo de quatre minutes que j'ai produite dimanche dernier, intitulée *Questions For Mr Christian Zionist, John Hagee*. J'espère vraiment que vous la regarderez et que vous la partagerez avec le plus de gens possible. Quelqu'un en chaire devait hêler Hagee pour ses faux enseignements prophétiques misérables et blasphématoires ; et c'est ce que j'ai fait dimanche dernier.

Voici le lien YouTube vers ma vidéo de quatre minutes.

Encore une fois, le peuple américain a été trahi et la Constitution américaine a été mise aux poubelles par un prétendu Républicain conservateur - et un soi-disant conservateur chrétien. Or encore là, des chrétiens conservateurs vendent nos libertés depuis des décennies. Et ils les vendront aussi longtemps qu'ils croiront aux fausses doctrines du sionisme chrétien.

Benjamin Netanyahu montre le doigt d'honneur aux États-Unis et au monde entier



Bulletin du pasteur Chuck Baldwin

28 mars 2024

Depuis ses débuts en 1948, l'État sioniste d'Israël est un pays sans responsabilité. Bien qu'Israël aime se dépeindre comme une éternelle victime, la vérité est tout autre, puisque, depuis le 14 mai 1948 (et même avant), l'état sioniste est un des pays les plus monstrueusement terroriste du monde entier. Plus de 5 millions de Palestiniens ont été assassinés par Israël depuis 1948 (pourquoi n'appelle-t-on pas CELA un Holocauste ?) et plusieurs millions additionnels ont été sujets à la pire sorte d'inhumanité ; viols, pillages, saccages, vols de terres, enlèvements, raclées, tortures, emprisonnements, démembrements, séparations de familles, mutilations d'enfants - la liste n'a pas de fin.

Même quand Israël a attaqué un vaisseau de la Marine américaine, le **USS Liberty**, dans la tentative manifeste de le faire couler dans le fond de la mer Méditerranée, tuant 34 marines américains et blessant dans l'effort plus de 70 % de l'équipage du bateau, Israël fut considéré innocent. Zéro responsabilité !

L'on n'exigea même pas d'Israël qu'il rémunère les familles des victimes pour la perte de leurs êtres chers qui furent assassinés par Israël. Ce fut l'Amérique - au nom d'Israël - qui « paya » les familles des victimes. La plupart des Américains ne savent pas que cette attaque a eu lieu, tant la dissimulation entière de cette attaque fut massivement réussie de la part de Washington et de l'establishment des médias.

Le dernier d'une suite de 75 ans de nettoyages ethniques et de génocides commis par les forces militaires israéliennes est la guerre génocidaire d'Israël à Gaza. Et encore là, Israël n'en a accusé AUCUNE responsabilité. Etant protégé par un président et des membres du Congrès achetés par l'AIPAC et les pasteurs et églises

évangéliques d'Amérique trompés par Scofield.

Oubliez le chiffre de 30 000 morts palestiniens vomi par les médias. Le vrai chiffre des morts palestiniens à Gaza se rapproche plus de 200 000. Et encore là : AUCUNE responsabilité !

Mais FINALEMENT, il y a une lueur de responsabilité qui commence à luire sur les mains ensanglantées de Netanyahu :

Il y a des « motifs raisonnables » de croire qu'Israël commette un génocide dans l'enclave palestinienne assiégée de la Bande de Gaza, selon un rapport émis par une experte assignée par les Nations Unies.

Dans ce rapport livré lundi soir, le Rapporteur spécial de l'ONU dans les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, a dit qu'il y a des indications claires qu'Israël viole trois des cinq actes listés sous la Convention de Génocide de l'ONU.

« La nature accablante et l'échelle de l'assaut d'Israël contre Gaza et les conditions destructrices de la vie que cela a infligé révèlent une intention de détruire physiquement les Palestiniens en tant que groupe, » dit-elle.

Plus de 70 % des morts enregistrés sont des femmes et des enfants, et Israël n'a pas été en mesure de prouver que les 30 % restant - les mâles adultes - aient été des combattants actifs du Hamas, ajoute-t-elle.

Du troisième acte, Albanese dit qu'Israël a détruit ou sévèrement endommagé la plus grande partie de l'infrastructure vitale de Gaza, incluant des hôpitaux et des terres agricoles.

En outre, des appels à « l'anéantissement violent » venant d'officiers israéliens de haut rang faits aux soldats en devoir sur le terrain servent de « preuves irréfutables d'encouragements explicites et publics de commettre un génocide », ajouta Albanese.

(Source)

Enfin. Des gens en poste au sein du leadership global commencent à

l'admettre.

Les atrocités calamiteuses commises contre le peuple palestinien (encore une fois, pour la plupart des femmes et des enfants) sont si extraordinairement odieuses que même le gouvernement américain a récemment refusé d'apposer son veto sur une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU exigeant un cessez-le-feu immédiat à Gaza.

Voici la version *BBC* du rapport :

Le Conseil de Sécurité de l'ONU a demandé un cessez-le-feu immédiat à Gaza, après que les États-Unis n'eurent pas utilisé leur droit de veto, modifiant ainsi leur position précédente.

C'est la première fois que le conseil en appelle d'un cessez-le-feu depuis le début de la guerre en octobre, après plusieurs tentatives échouées.

Dans le vote du Conseil de Sécurité de lundi, les États-Unis se sont abstenus pendant que les 14 autres membres ont voté en faveur.

Les États-Unis avaient précédemment été accusés d'utiliser leur droit de veto pour protéger Israël aux Nations Unies.

Une grande partie du monde connaît depuis longtemps la vérité sur le nettoyage ethnique génocidaire d'Israël à Gaza. Seul le monde occidental - mené par les États-Unis et leur gouvernement acheté par Israël, et les médias - refusait de reconnaître la criminalité internationale d'Israël. Or maintenant, les morts et le carnage sont TELLEMENT massifs que même notre propre Maison Blanche sioniste est forcée de reconnaître les crimes gargantuesques d'Israël contre l'humanité.

Donc, Bibi va maintenant sentir le feu de l'opinion mondial et montrer un peu d'humanité - ne serait-ce qu'un brin - et arrêter le génocide, n'est-ce pas ? NON !

Israël va résister aux pressions de stopper l'attaque contre Rafah, dit Netanyahu.

Le Premier Ministre fait le vœu de continuer l'offensive.

Israël ne capitulera pas devant la pression internationale pour retarder l'attaque contre la ville de Rafah au sud de Gaza et va continuer son offensive sanguinaire contre le Hamas, a dit Benjamin Netanyahu.

« Il y a une pression internationale et elle grossit, mais ... nous devons rester ensemble contre les tentatives d'arrêter la guerre, » a dit le premier ministre lors d'une cérémonie de graduation militaire au sud d'Israël, disant que les forces d'Israël allaient opérer contre le Hamas dans toute la Bande de Gaza, « incluant Rafah, le dernier château-fort du Hamas. »

Israël est sous pression pour renouer toute attaque contre Rafah qui est bourrée de plus d'un million de civils déplacés de partout ailleurs dans Gaza et qui s'avère un avant-poste logistique clé pour les agences d'aide.

Les Nations Unies et des organisations humanitaires ont exprimé leur profonde inquiétude qu'une offensive israélienne à cet endroit aggraverait encore une crise humanitaire déjà « catastrophique ». Même l'allié le plus ardent d'Israël, les États-Unis, a formulé des réserves.

L'énorme campagne aérienne, terrestre et maritime d'Israël lancée contre Gaza a chassé environ 80 % de la population de ses foyers et a poussé des centaines de milliers de gens au bord de la famine. Elle a réduit en ruines une grande partie du territoire.

(Source)

Netanyahu ne possède aucune humanité. C'est un tueur sans pitié et sans cœur à la ressemblance de Staline, Hitler et Mao. Donc, il se dresse devant la Maison Blanche et les capitales du monde et leur fait un doigt d'honneur.

S'il y a quelque doute dans l'esprit de quiconque à savoir qui est le chien et qui est la queue, l'affaire est maintenant réglée une fois pour toutes. Israël est le chien et l'Amérique est la queue.

Quand il est question d'Israël, les États-Unis souffrent du Syndrome de Stockholm. Moins Israël réagit aux principes de paix, de décence humaine, de liberté et de la vie elle-même, plus Washington essaie de lui plaire par de plantureux amas de dollars

des payeurs de taxe, de l'armement et des munitions militaires.

Israël est la victime intitulée arrogante, pourrie et autoproclamée qui n'a jamais été disciplinée, ne s'est jamais fait dire « Non » quand elle a grandi et qui est devenue un criminel professionnel endurci qui corrompt et brutalise les États-Unis (comme le reste du monde occidental) pour le soumettre complètement.

Bref, Israël est le kidnappeur sans pitié et l'Amérique est la femme kidnappée, affligée du Syndrome de Stockholm, qui se prend des raclées et essaie encore de plaire à son ravisseur.

Israël aurait besoin de visiter un bûcher à l'ancienne. Et les États-Unis auraient besoin d'un bon psychothérapeute.

Non ! Ce que les États-Unis auraient vraiment besoin, c'est d'une génération de véritables hommes de Dieu derrière la chaire pour montrer exactement à notre pays qui est réellement Israël - et ce qu'il n'est pas - et pour aider l'Amérique à sortir de ce donjon de servitude envers un état sioniste fallacieux et sataniquement inspiré qui maintient tout le pays captif.

Qu'est-ce que Justin Trudeau et Kristi Noem ont en commun ? Tous les deux veulent vous mettre en prison si vous avez des opinions impopulaires



Bulletin du pasteur Chuck Baldwin

21 mars 2024

Les côtés gauche et droit d'une ellipse décrivent bien la politique de la Gauche et de la Droite. Au sommet de l'ellipse, il y a la Liberté. En bas de l'ellipse, il y a la Tyrannie. Les Républicains et les Démocrates passent la plupart de leur temps à discuter de choses qui se trouvent au milieu de l'ellipse.

Je définie la Tyrannie comme tout ce qui promeut le pouvoir de l'état de contrôler la vie et la liberté du peuple au-delà des Lois naturelles de notre Créateur. Je définie la Liberté comme tout ce qui limite le pouvoir de l'état de contrôler la vie et la liberté des gens au-delà des Lois naturelles de notre Créateur.

Le problème avec tellement de gens de la Gauche politique et de la Droite politique, c'est que, peu importe leurs différences concernant les questions se trouvant au milieu de l'ellipse, ils se rejoignent à l'unisson en bas de l'ellipse. Trump et Biden, les Républicains et les Démocrates, tous veulent utiliser le pouvoir du gouvernement pour contraindre, intimider ou forcer les citoyens américains à faire ce qu'ils veulent que nous fassions. Que nous soyons d'accord ou pas avec un des deux côtés, cela ne compte pas. Le fait que nous leur permettions d'exercer le pouvoir gouvernemental pour nous imposer LEURS idées personnelles devrait être anathème pour tout vrai partisan de la liberté.

Et il n'y a pas de liberté ordonnée par Dieu qui soit plus précieuse aux hommes libres et aux femmes libres que la liberté d'expression et la liberté de religion (conscience).

Il y a présentement une parfaite illustration de ce que je viens de dire et qui se joue

devant nos yeux en les personnes du Premier Ministre Gauchiste du Canada, Justin Trudeau, et la gouverneure conservatrice du Dakota du Sud, Kristi Noem.

Le libéral Justin Trudeau

Le gouvernement canadien met rapidement de l'avant ses plans pour introduire une tyrannie déclarée et va commencer bientôt à prononcer des condamnations de prison à vie contre les citoyens qui seront trouvés coupables d'avoir commis des « crimes » de prétendue « haine ».

Un grand nombre de gens comparent ces nouvelles lois au roman contre-utopique *1984* de George Orwell alors que le Canada va bientôt commencer à distribuer de sévères punitions pour de mauvaises façons de penser.

La campagne de sentences à vie fait partie de la législation « anti-haine » du Premier Ministre « libéral » Justin Trudeau.

La nouvelle loi choquante, cachée sous le projet de loi C-63, déclare :

*« Quiconque commet une offense à cette loi, ou toute autre loi du Parlement, si la commission de l'offense est motivée par une haine fondée sur la race, l'origine ethnique ou nationale, la langue, la couleur, la religion, le sexe, l'âge, l'incapacité mentale ou physique, l'orientation sexuelle ou l'identité ou l'expression de genre, est coupable d'une offense grave et passible **d'emprisonnement à vie.** »*

Cette nouvelle loi provient du Canada, alors que l'administration Trudeau, contrôlée par le Forum Économique Mondial, cherche à mettre rapidement de l'avant la descente du pays vers une tyrannie globaliste.

Le gouvernement a introduit plusieurs nouvelles lois qui semblent dépouiller le public de ses libertés.

Comme le rapporte *Slay News*, parmi les nouvelles lois draconiennes, il y a des pouvoirs qui permettent aux autorités de commencer à emprisonner les citoyens qui « pourraient » commettre un crime.

Le gouvernement Trudeau pousse sur la nouvelle autorité « pré-crime » qui,

déclarent ses fonctionnaires, va contribuer à s'attaquer aux soi-disant « crimes de haine ».

(Source)

Naturellement, les conservateurs du côté droit de l'ellipse sont atterrés et en colère face à une proposition si tyrannique – ce qui est justifié. Il n'y a aucun doute que le fils canadien de Fidel Castro veut transformer notre voisin du nord en état communiste de climat froid à l'image de la prison douce qu'est l'île de Cuba.

Maintenant, visitons l'autre côté de l'ellipse, le côté droit, le côté conservateur.

La conservatrice Kristi Noem

En signant sa propre loi draconienne et tyrannique sur la « haine » au Dakota du Sud, aux États-Unis, la gouverneure Kristi Noem (sur la liste des candidats présélectionnés par Trump) a dit ce qui suit (rapporté par Chris Menehan d'*InfoWars*) :

« Quand j'étais petite, mon père rassemblait toujours notre famille et nous priions pour Israël. Il me fut inculqué dès mon plus jeune âge que les Juifs étaient le peuple choisi de Dieu, qu'Israël était la Terre Sainte et que nous devions toujours prier pour eux.

« J'apportai ces idées fondamentales avec moi quand je me retrouvai à la Législature d'État, quand je fus au Congrès et maintenant que je suis gouverneure du Dakota du Sud. Soutenir l'État d'Israël et notre communauté juive a toujours été important pour moi. Il est important de supporter Israël pour des raisons spirituelles, historiques et de sécurité nationale. Je maintiens ma position pour le peuple juif en signant une législation historique pour les protéger de l'antisémitisme.

« Je fus vraiment fière de signer l'HB 1076, un projet de loi très important pour combattre l'antisémitisme. Ce projet de loi définit l'antisémitisme et rend plus aisé de prouver qu'une conduite discriminatoire est motivée par l'antisémitisme. Il s'agit d'un élément législatif rempli d'impact qui assurera la sauvegarde du peuple juif et renforcera les lois antidiscriminatoires du Dakota du Sud.

« Nous avons tenu une belle et émouvante cérémonie de signature pour ce projet de loi à la Rotonde de notre Capitole d'État à Pierre. De nombreux leaders juifs y ont assisté, y compris Elan Carr, PDG du conseil d'Actions Israélo-américain ; Dan Rosen, leader juif reconnu au pays et fondateur de la Société Jacobson ; le rabbin et directeur du Centre National de Plaidoyer Juif, le Dr Mark Goldfeder ; le rabbin Mendel Alperowitz du Centre Chabad Juif du Dakota du Sud ; Renie Schreiber de la part de Yinan Cohen, consul Général d'Israël dans le Midwest ; et Jordan Cope de *Stand With Us*. Quelques-uns de nos invités spéciaux dirent quelques mots au sujet de l'impact que cette législation aura pour le peuple juif.

« Ce projet législatif passe en loi d'état l'étalon-or de la définition de l'antisémitisme de l'Alliance Internationale du Souvenir de l'Holocauste.

« J'espère que bien d'autres états de par notre grand pays suivront l'exemple que nous fixons ici au Dakota du Sud. Il est plus important que jamais que les leaders de notre pays se dressent pour combattre l'antisémitisme. Nous devons sans cesse œuvrer à assurer la sécurité du peuple choisi de Dieu. »

Menahan écrit :

La définition de l'Alliance Internationale du Souvenir de l'Holocauste (AISH) est complètement antithétique au Premier Amendement.

L'AISH définit ainsi l'antisémitisme :

« Faire des allégations mensongères, déshumanisantes, diabolisantes ou stéréotypées contre les Juifs comme tels ou contre le pouvoir collectif des Juifs - tels que, spécialement mais pas exclusivement, le mythe à propos d'une conspiration mondiale juive, ou d'un contrôle juif des médias, de l'économie, du gouvernement ou autres institutions sociétales.

« Accuser comme peuple les Juifs d'être responsables de méfaits, réels ou imaginés, commis par une seule personne juive ou un seul groupe juif, ou même par des actions commises par des non-Juifs.

« Nier le fait, la possibilité, les mécanismes (ex., les chambres à gaz) ou l'intention d'un génocide du peuple juif aux mains de l'Allemagne Nationale Socialiste, de ses

supporteurs et de ses complices durant la Deuxième Guerre Mondiale (l'Holocauste).

« Accuser les Juifs en tant que peuple, ou Israël en tant qu'état, d'avoir inventé ou d'avoir exagéré l'Holocauste.

« Accuser les citoyens juifs d'être plus loyaux envers Israël, ou les priorités alléguées des Juifs autour du monde, qu'aux intérêts de leurs propres pays.

« Nier au peuple juif son droit à l'autodétermination, ex. : en déclarant que l'état d'Israël est une activité raciste.

« Appliquer un double standard en requérant de lui un comportement que l'on n'attend ni n'exige d'aucune autre nation démocratique.

« Utiliser les symboles et les images associées à l'antisémitisme (ex. : les déclarations que les Juifs ont tué Jésus, ou les sales diffamations) pour caractériser Israël ou les Israéliens.

Aucun autre groupe ethnique ou religieux d'Amérique ne reçoit de pareils privilèges.

Notez que pratiquement tout ce qui se trouve sur cette liste définissant « l'antisémitisme » se concentre sur le discours, les attitudes ou les pensées. « Allégations », « Accuser », « Nier », « Accuser », « Accuser », « Nier », « Appliquer », « Utiliser ». Tout cela se réfère au discours, aux attitudes, aux pensées.

Kristi Noem abuse du pouvoir du gouvernement en tentant de nier au peuple la liberté d'expression et la liberté de religion de leur Premier Amendement.

Si Noem veut croire que les Juifs ashkénazes du Proche-Orient sont le « Peuple élu de Dieu », c'est son droit religieux. Et si elle veut dire publiquement qu'elle croit à cela, la liberté d'expression lui en donne le droit.

MAIS...

1. Cela ne signifie pas qu'elle a raison ; en fait, elle a TORT. Les Juifs ashkénazes de la Palestine d'aujourd'hui ne sont pas plus le Peuple élu de Dieu et la lignée descendante d'Abraham que vous et moi, ou que l'homme

sur la lune.

2. Cela ne lui donne pas le droit ou l'autorité de forcer les gens à croire comme elle, à partager sa croyance religieuse ou à utiliser le pouvoir du gouvernement pour punir ceux qui maintiennent une position contraire.

Pour votre information, Kristi,

Je CROIS que la possibilité populaire d'un Holocauste allemand EST « exagérée ».

Je CROIS que le sionisme juif EST une idéologie raciste radicale - comme le croient aussi de nombreux Israéliens, soit dit en passant.

Je CROIS que les Juifs sionistes ONT une influence extraordinaire sur nos médias, la Réserve Fédérale, le gouvernement et les institutions sociétales - et il m'apparaît qu'en signant ce projet de loi, Kristi, vous prouvez mon affirmation.

Et, oui, je crois également que les Juifs qui contraignirent Ponce Pilate et le manipulèrent pour qu'il crucifie Jésus SONT à diffamer pour Sa mort. À vrai dire, Kristi, les Pharisiens et les Juifs qui assassinèrent Jésus admirent leur responsabilité pour la mort de Christ quand ils s'écrièrent « *Que son sang soit sur nous, et sur nos enfants !* » (Matthieu 27:25).

Si je vivais dans le Dakota du Sud, je suppose que je serais coupable de crime de « haine » et sujet aux représailles du gouvernement.

Donc, Noem et Trudeau sont-ils si différents ? Tous les deux veulent employer le pouvoir et la force du gouvernement pour punir les gens exerçant leur liberté de religion et d'expression accordée par Dieu d'une manière qui ne leur convient pas.

Le projet de loi tyrannique sur la « haine » de Noem n'est-il pas motivé par la cupidité et l'ambition, en utilisant ce projet de loi comme moyen d'obtenir l'aumône des lobbyistes israéliens et plus de cash pour sa campagne ?

Même chose pour le projet de loi tyrannique de Trudeau ?

Noon !

Gauche, Droite, Libéraux. Conservateurs. Sécularistes. Religieux. Tout cela s'appelle

tyrannie si on se rencontre au bas de l'ellipse, comme le font maintenant Justin Trudeau et Kristi Noem.